

**Avenant du 3 juillet 2006 à la Convention Collective
des Industries Métallurgiques du Valenciennois et du Cambrésis
relatif à la valeur du point et à la prime de panier de nuit**

Entre l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie Valenciennois et l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie du Cambrésis, d'une part

Et

Les organisations syndicales de salariés soussignées, d'autre part

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 -

Le présent avenant est conclu dans le cadre et en application de la Convention Collective des Industries Métallurgiques du Valenciennois et du Cambrésis du 13 juillet 1990.

Il a pour objectif de fixer :

- d'une part la valeur du point servant de base de calcul aux Rémunérations Minimales Hiérarchiques et à la Prime d'Ancienneté telle que prévue aux articles 9-3-1 et 9-8 de la dite convention collective et par son annexe 1,
- d'autre part, le montant de la prime de panier de nuit prévue par l'article 10 de la convention susvisée.

Article 2 -

A compter du 1^{er} juillet 2006, la valeur du point, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, est fixée à 3,86 euros.

Pour vérifier si le salarié a bénéficié d'un montant de prime d'ancienneté tel qu'il résulte de la présente valeur du point, il sera notamment tenu compte des éventuelles compensations de la prime d'ancienneté, accordées dans le cadre d'une réduction d'horaire, même si ces compensations ont été intégrées au salaire de base.

Article 3 -

Les rémunérations minimales hiérarchiques servent notamment de base de calcul aux primes d'ancienneté prévues par l'article 9-8 de la Convention Collective des Industries Métallurgiques du Valenciennois et du Cambrésis du 13 juillet 1990.

Leurs valeurs seront adaptées à la durée effective de travail à laquelle sont soumis les salariés.

Article 4 -

La prime de panier de nuit est maintenue à 7,15 euros.

Article 5 -

Les parties signataires du présent avenant s'engagent à en demander l'extension.

Article 6 -

Le présent avenant est établi en un nombre suffisant d'exemplaires originaux pour remise à chacune des parties signataires et dépôt aux secrétariats-greffes des Conseils de Prud'hommes de Valenciennes et Cambrai dans les conditions prévues à l'Article L. 132-10 du Code du Travail.

Les parties signataires s'engagent également à déposer le présent avenant auprès des services centraux du ministère du travail.

Fait à Valenciennes, le 3 juillet 2006.

Pour l'UIMM Valenciennois

Pour l'UIMM Cambrésis

Pour la CGT/FO
Valenciennes

Pour la CGT/FO
Cambrai

Pour la CFTC Valenciennes

Pour la CFTC Cambrai

Pour la CFDT Valenciennes

Pour la CFDT Cambrai

Pour la CFE/CGC
Valenciennes

Pour la CFE/CGC
Cambrai

Pour la CGT
Valenciennes

Pour la CGT
Cambrai